

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

From: Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Sent: August 26, 2020 10:09 AM
To: Michael Mills; Lorenzo Ieraci; Catherine Poulin
Cc: Angela Intranuovo; Bryan Blom; Carole Charette; Caroline Audette; Lord, David (Ext.); Elizabeth Lindsay; Christensen, Esther (Ext.); Geneviève Côté; Irene Wu; James Stott; Judith Rorai; Karim Adam; Kimberley Dicks; Liaison; Lucie Brosseau; Maria Cama; Marie-Christine Lalonde; Melissa Pacheco; Mia Arruda; Mohamed Lash; Nathalie Larocque; Pamela Eades; Rachel Lagacé; Renee Stephen; Sarah Moreau-Bélanger; Selma Mesri; Sonia Harvey; Tracey Paterson; Annie Scalish; Brigitte Boucher; Crystal Allan; Haley Walsh; Isabelle Aubin; Noonan, Jamie (Ext.); Lyne Michaud (A); Michael Milito; Michael Scandiffio; PA DGA Bureau SMA / AP PB ADM Office (TPSGC/PWGSC); Vanessa Audette; Josianne Jalbert; Martin Henry; Philippe Laroche; Haley Walsh; Media
Objet : FERMÉ : Alerte médias / Niveau 1 - COVID-19 - EPI de Chine / POLITICO Canada

Veillez noter que cet appel est fermé.

La demande du média a été reçue le 22 juillet et, depuis le 23 juillet, le journaliste n'a publié aucun article sur le sujet.

Étant donné que les choses évoluent rapidement sur le sujet, nous fermons cette demande.

From: Media
Sent: July 23, 2020 9:18 AM
To: Johanne Bray ; Arianne Reza
Cc: Angela Intranuovo; Bryan Blom; Carole Charette; Caroline Audette; David Lord; Elizabeth Lindsay; Esther Christensen; François Boulay; Geneviève Côté; Irene Wu; James Stott; Jean-François Létourneau; Jeff Van Zyl; Jody Wood; Judith Rorai; Julie Hahn; Karim Adam; Kimberley Dicks; Liaison; Lucie Brosseau; Maria Cama; Marie-Christine Lalonde; Marie-Claude Hurens; Medias Sociaux/ Social Media (TPSGC/PWGSC); Melissa Pacheco; Me'Shel Gulliver Bélanger; Mia Arruda; Mohamed Lash ; Nathalie Larocque ; Nicholas Dorion; Pamela Eades; Rachel Lagacé; Renee Stephen; Rosemary Kinnis; Sara Lacasse; Sarah Moreau-Bélanger; Selma Mesri; Sonia Harvey; Tracey Paterson; Usman Chaudhry; Amanda Semaan; Annie Scalish; Brigitte Boucher; Crystal Allan; Edith Dauphinais; Haley Walsh; Isabelle Aubin; Jamie Noonan; Lyne Michaud; Michael Milito; Michael Scandiffio; Nathalie Bétoté Akwa; Nicolas Boucher; PA DGA Bureau SMA / AP PB ADM Office (TPSGC/PWGSC); Vanessa Audette; Amélie Gingras; Fabrice Ouellet; Josianne Jalbert; Martin Henry; Philippe Laroche
Objet : RÉVISÉ : Alerte médias / Niveau 1 - COVID-19 - EPI de Chine / POLITICO Canada

La réponse précédente fournie a été ajoutée ci-dessous.

La demande des médias suivante a été proposée puisque le

secteur Communications travaillera avec votre groupe pour élaborer le premier projet de réponse. Les nouvelles informations non approuvées précédemment doivent être mises en évidence en violet.

Le plus haut niveau d'approbation : Cabinet de la ministre

Réponse approuvée par le SMA du programme : 24 juillet 2020 à 12 h

Alerte médias
POLITICO Canada
Blatchford, Andy (POLITICO Canada)
Date de réception de l'appel : 22 juillet 2020 à 19 h 50
Échéance : 24 juillet à 17 h
Niveau 1 – COVID-19 – EPI de Chine

CONTEXTE (à titre informatif) :

Le journaliste a d'abord communiqué avec le CM pour obtenir une liste des entreprises auxquelles le Canada a acheté des EPI en Chine depuis le début de la pandémie. Le CM a fourni des renseignements généraux, ainsi qu'une réponse écrite. Le journaliste a des questions de suivi sur les renseignements qui lui ont été fournis.

ÉNONCÉ DE VALEURS :

QUESTIONS / RÉPONSES :

Q1. Lorsqu'il a effectué des achats auprès de fournisseurs durant la pandémie, en particulier ceux de Chine, le gouvernement a-t-il continué à exiger des fournisseurs qu'ils acceptent des conditions interdisant les pratiques de travail telles que les violations des droits de la personne, y compris le travail forcé?

Q2. Le gouvernement a-t-il procédé à une vérification de l'intégrité des antécédents de chaque fournisseur - y compris ceux de la Chine - pendant la pandémie?

Q3. Dans l'affirmative, les vérifications de l'intégrité ont-elles permis de découvrir quelque chose qui était préoccupant selon les fonctionnaires canadiens? Des achats ont-ils été annulés en raison de ces préoccupations?

Réponse fournie par le cabinet de la ministre le 22 juillet 2020

1. Tout au long de la pandémie, la demande mondiale d'EPI et de fournitures médicales nécessaires pour faire face à la COVID-19 a connu une forte hausse. En conséquence, nous continuons à exercer nos activités dans un marché hautement concurrentiel, tout en faisant face aux risques posés par la fragilité des chaînes d'approvisionnement internationales.

Bien que notre travail au sein du gouvernement au cours des derniers mois, notamment en partenariat avec les fonctionnaires canadiens et le soutien logistique de tiers sur le terrain en Chine, ait contribué à stabiliser les chaînes d'approvisionnement du Canada en EPI et en fournitures médicales, nous ne fonctionnons pas dans des circonstances normales et les difficultés persistent.

Compte tenu de la pression soutenue sur les chaînes d'approvisionnement résultant de la concurrence mondiale pour les mêmes produits, si nous devons divulguer des informations sur des contrats ou des fournisseurs particuliers, notamment en ce qui concerne les fournisseurs internationaux, nous pourrions mettre en péril les chaînes d'approvisionnement du Canada pour ces produits essentiels. Cela mettrait à risque nos livraisons au Canada et entre les mains des travailleurs

de première ligne, alors que nous les équipons dans l'immédiat et que nous nous préparons à d'éventuelles recrudescences ou vagues futures de la pandémie.

Bien que nous ne soyons pas en mesure de divulguer des détails précis concernant les fournisseurs et les contrats liés à

l'approvisionnement du Canada afin de faire face à la COVID-19 dans le contexte actuel, nous avons l'intention de fournir plus d'informations éventuellement lorsque ce risque sera chose du passé.

2. Notre gouvernement s'est engagé à garantir les normes éthiques les plus élevées en matière d'approvisionnement et à prévenir les violations des droits de la personne, notamment le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement fédérales. Au moment de l'attribution de contrats, Services publics et Approvisionnements Canada exige des fournisseurs qu'ils acceptent des conditions interdisant ces pratiques de travail et procède à une vérification de l'intégrité des antécédents de chaque fournisseur.

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes de notre gouvernement, nous prenons des mesures pour renforcer la surveillance et l'examen de nos chaînes d'approvisionnement dans le but de garantir qu'elles sont exemptes de traite des personnes et d'exploitation par le travail. Nous travaillons à l'ajout de protections supplémentaires contre le recours au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement fédérales.

Le Canada reste profondément perturbé par les rapports troublants sur la situation au Xinjiang et a fait part de ses préoccupations. Nous avons pris des mesures soutenues en appelant publiquement et de manière cohérente le gouvernement chinois à mettre fin à la répression dans le Xinjiang.

C'est un enjeu que nous prenons très au sérieux et que nous continuerons à examiner.

